



# Compte rendu provisoire

Quatre-vingt-onzième session, Genève, 2003

## Sixième séance (spéciale)

Mercredi 11 juin 2003, 10 heures

Présidence de M. Wamalwa

### ALLOCUTION DE SON EXCELLENCE

MONSIEUR THABO MBEKI,

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE L'AFRIQUE DU SUD

*Original anglais:* LE PRÉSIDENT — C'est un grand plaisir pour moi que de déclarer ouverte cette séance spéciale de la 91<sup>e</sup> session de la Conférence internationale du Travail. Aujourd'hui, notre Conférence est honorée par la visite de Son Excellence Monsieur Thabo Mbeki, Président de la République de sud-africaine. Je donne la parole au Secrétaire général de la Conférence afin qu'il accueille présente à la Conférence notre invité, Son Excellence Monsieur Thabo Mbeki à la Conférence.

*Original anglais:* LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL — Monsieur le Président, c'est un privilège et un honneur de vous accueillir en cette maison de l'OIT. Nous saluons non seulement le dirigeant de l'Afrique du Sud mais aussi le chef de file d'une Afrique nouvelle. Nous souhaitons la bienvenue au Président de l'Union africaine, mais aussi à un pionnier du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique.

Pour chacun, en cette salle, le simple nom de votre pays évoque une lutte, la lutte qui fut et qui reste la vôtre, une lutte qui est aussi la nôtre. L'apartheid défendait tout ce que nous combattons. Notre Organisation a lutté farouchement contre l'apartheid. Nous sommes fiers à cet égard d'avoir accueilli Nelson Mandela pour sa première visite auprès d'une organisation du système des Nations Unies, en 1990. Il venait d'être libéré mais l'Afrique du Sud, elle, n'était pas encore libre. M. Mandela nous avait alors remerciés d'avoir soutenu sa cause tout au long de ces années sombres et difficiles et il nous avait invités à finir le chemin ensemble, pour reprendre ses termes.

Monsieur le Président, vous avez suivi ce chemin pour la justice avant même de faire vos premiers pas. Comme vous l'avez dit, vous êtes né au combat. Votre père, votre mère, vous ont inculqué cet esprit. A un âge où la plupart des gens ne sont même pas à même de préparer leur avenir, vous aidiez à forger le destin de votre pays. Vous l'avez fait en tant que dirigeant de mouvements étudiants, vous l'avez fait aussi tout au long de nombreuses années d'exil, vous l'avez fait en lançant des coalitions et des campagnes pour la liberté. Vous l'avez fait en dirigeant le Département des affaires internationales de l'ANC. Vous l'avez fait enfin en jouant un rôle crucial dans les négociations des derniers jours de l'apartheid et vous étiez présent, après une si longue attente, lorsque ce fléau a été enterré dans le cimetière de la honte.

L'œuvre de votre vie reflète les valeurs que notre Organisation s'efforce de traduire dans la réalité du

monde d'aujourd'hui: le dialogue, la dignité, l'équité, la compréhension, le partenariat.

Comme vous l'avez dit lors du lancement de l'Union africaine, à Durban, l'an dernier, «Nous devons mobiliser tous les secteurs de la société, y compris les femmes, les jeunes, les travailleurs et le secteur privé, pour œuvrer de concert afin que l'effet de notre action soit le plus grand possible et pour améliorer la situation du continent. Le moment est venu pour l'Afrique de prendre la place qui lui revient, dans les affaires mondiales. Le moment est venu de mettre un terme à la mise en marge de l'Afrique» et, vous avez ajouté, «Nous demandons instamment au reste du monde de collaborer avec nous».

Nous sommes à vos côtés, nous sommes aux côtés de l'Afrique, nous sommes solidaires de votre mission, qui est de venir à bout du fléau qu'est la pauvreté, de promouvoir le travail décent, de bâtir une paix et une réconciliation durables afin de promouvoir la renaissance africaine. Et nous vous promettons de continuer de travailler à vos côtés sur le chemin en faveur de la justice sociale.

Tout au long des années difficiles, nous avons été nombreux dans cette salle, et nos prédécesseurs à l'OIT, à avoir souhaité ardemment entendre la phrase suivante: «Nous saluons un homme fait de clairvoyance et de courage.» Nous souhaitons la bienvenue à Son Excellence M. Thabo Mbeki, Président d'une Afrique du Sud libre et démocratique. Merci d'être parmi nous aujourd'hui.

*Original anglais:* M. Thabo MBEKI (Président de la République sud-africaine) — Il me semble que pour commencer je devrais me présenter. Je viens d'Afrique. J'occupe un emploi. Et je suis certain que l'emploi que j'ai correspond à la description d'un travail décent. Et quoique je ne souhaite pas trop en parler, je dirais que je gagne un salaire décent. Cela dit, la position que j'occupe résulte de la décision prise par des millions de gens pauvres, pour la plupart.

Ces masses pauvres ont élu les membres de la délégation gouvernementale et m'ont élu au gouvernement, sachant que nous ferions tout dans notre pays pour que le nouvel ordre démocratique les tirent de la pauvreté et du sous-développement. Beaucoup parmi eux sont au chômage et n'ont aucune garantie d'obtenir un travail décent un jour. Ils comptent parmi ceux que Juan Somavia a décrit dans son rapport remarquable *S'affranchir de la pauvreté par le travail* et comme il dit, je cite: pour ces Africains, «la pauvreté est un cauchemar, un cercle vicieux: santé déficiente, capacité de travail réduite, faible productivité et espérance de vie raccourcie. Pour leurs familles, les conséquences sont non moins dévastatrices: scolarisation défail-

te, manque de qualifications, précarité du revenu, procréation prématurée, mauvaise santé, décès précoce. Pour les sociétés, la pauvreté est une malédiction».

Ces masses attendent de nous que tous les jours et où que nous soyons, nous nous élevions et que nous agissions contre la pauvreté. Ils veulent que nous nous attaquions honnêtement et sans faux-fuyants à ce défi qu'est l'élimination de la pauvreté par des programmes qui produisent de véritables résultats.

Ils ont la volonté de survivre dont M. Juan Somavia parle mais ils ont besoin d'aide et de la possibilité d'améliorer leur sort.

Ils pensent que nous nous occuperons des problèmes structurels, des systèmes économiques et sociaux inefficaces, des politiques inappropriées, du manque d'imagination pour trouver des solutions et de l'insuffisance de l'aide internationale qui sont les causes de leur pauvreté, comme le Directeur général l'a dit fort justement.

La Conférence internationale du Travail et l'Organisation internationale du Travail occupent une place importante parmi les forces mondiales qui doivent se regrouper et lutter contre la pauvreté. Notre peuple et les partenaires sociaux de notre pays représentés à cette importante Conférence, ainsi que les organisations de nos différentes communautés, se sentent privilégiés de savoir que vous êtes leur camarade de lutte dans le combat pour éliminer la pauvreté dans notre pays, dans le reste de l'Afrique et partout dans le monde.

C'est dans le même esprit que je souhaite vous remercier de l'occasion que vous me donnez de prendre la parole ici. Notre peuple et les délégués présents savent, comme vous-même, que nous devons nous concentrer une fois de plus sur ce défi essentiel et urgent qu'est la guerre mondiale contre la pauvreté.

Dans la parabole des talents figurant dans l'Évangile, selon saint Matthieu, un changeur furieux que l'un de ses serviteurs n'ait pas fait correctement son travail en utilisant le talent qu'il lui avait donné pour aller le placer, lui dit: «Serviteur méchant et paresseux, tu saurais que je moissonne où je n'ai pas semé et que j'amasse où je n'ai pas vanné; il te fallait donc remettre mon argent aux banquiers, et à mon retour, j'aurais retiré ce qui est à moi avec un intérêt. Otez-lui donc ce talent et donnez-le à celui qui a les dix talents; car on donnera à celui qui a et il sera dans l'abondance mais à celui qui n'a pas, on ôtera même ce qu'il a. Et le serviteur inutile, jetez-le dans les ténèbres du dehors, où il y aura des pleurs et des grincements de dent.»

Parmi les centaines de millions de personnes vivant en Afrique dont nous venons pour nous rendre en Europe — les ténèbres du dehors dans lesquelles le changeur a jeté son serviteur inutile — il y a beaucoup de pleurs et de grincements de dents. Ceux qui n'entendent pas et qui ne voient pas le malheur des autres n'ont pas d'oreilles pour entendre ni d'yeux pour voir.

Je suis certain que même ceux qui ne voient pas ou n'entendent pas les gens, ont quand même lu des ouvrages entiers décrivant avec force statistiques et graphiques l'étendue de la pauvreté qui frappe des milliards de personnes en Afrique et dans le reste du monde en développement. Le poète a écrit: «Si la musique est la nourriture de l'amour, donnez-m'en, donnez-m'en encore, donnez-m'en tellement que je sois malade et que j'en meure.»

Comme nous ne parlons ici ni de musique ni d'amour, nous ne pouvons pas demander davantage d'informations sur les conséquences de la pauvreté

sur le plan humain parce que nous en avons suffisamment sur la pauvreté.

Le fait est que, nous qui sommes dans cette salle et d'autres comme nous, qui ne sont pas ici présents mais qui sont les dirigeants de l'humanité, en savons tous suffisamment sur la pauvreté.

Cette abondance d'informations qui nous est disponible à tous fait apparaître que nous vivons dans un monde marqué par une faille structurelle sociale et économique profonde qui reflète la colère du changeur de la *Parabole des talents* lorsqu'il a dit à son serviteur et à tous les pauvres du monde: «car on donnera à celui qui a, et il sera dans l'abondance, mais à celui qui n'a pas, on ôtera même ce qu'il a». De toute évidence, nous devons expliquer ce que je viens de dire, sous peine d'être accusé de prendre parti ou de dramatiser la situation. L'Union européenne a ce qu'elle appelle les Fonds structurels européens. Ces fonds servent à financer le développement social et économique et la modernisation des membres de l'Union. Ils représentent environ un tiers du budget total de l'Union européenne.

De ces fonds, pour la période 2000-2006, l'Union européenne a affecté un total d'environ 16,6 milliards d'euros au Royaume-Uni à des fins spécifiques. Les fonds concernés sont le Fonds de développement régional qui vise à améliorer la prospérité économique, l'insertion sociale, le développement et la diversification de l'industrie dans des domaines qui sont à la traîne par rapport au reste de l'Union européenne; le Fonds social qui appuie la mise en valeur des ressources humaines et les programmes concernant l'égalité des chances, pour mettre un terme au chômage, notamment en donnant aux travailleurs les qualifications correspondant aux emplois disponibles; le Fonds d'orientation et de garantie agricole qui vise à favoriser la restructuration et la diversification des zones rurales; l'instrument financier d'orientation de la pêche destiné à moderniser la pêche et les industries connexes et le Fonds pour les initiatives communautaires. Ces fonds peuvent être utilisés par tous les pays de l'Union européenne, et comme nous le savons, la plupart de ces pays sont très développés.

Très justement, l'Union européenne a décidé qu'il y a des régions au sein des pays Membres qui sont tellement sous-développées par rapport au reste de l'Union qu'il serait malvenu d'attendre des marchés qu'ils fournissent les ressources nécessaires pour mettre fin à ce sous-développement. Elle a donc décidé que la seule façon de régler le problème était d'affecter des fonds officiels spécifiques à ces zones-là pour faire en sorte qu'elles atteignent les niveaux de développement voulus.

En d'autres termes, l'Union a décidé qu'elle devait engager un processus délibéré de transfert de ressources pour assurer un développement équilibré de toutes les communautés au sein de l'Union.

Nous sommes convaincus que cette décision et cette pratique se justifient. J'aimerais penser que tous, ici présents, nous partageons cette opinion et saluons l'action de l'Union européenne qui n'est pas tombée dans le piège de ce que le financier Georges Soros a appelé «le fondamentalisme du marché» qui l'aurait amenée à conclure que le meilleur moyen de faire face à ce sous-développement est de s'en remettre aux forces du marché.

Je suis sûr que tous les délégués ici présents connaissent bien ce que l'on appelle le consensus de Washington qui a été élaboré au début des années

quatre-vingt-dix. Il s'agissait d'une liste de recommandations en matière de politique qui, disait-on, étaient nécessaires pour stimuler la croissance économique, surtout dans les pays en développement, car elles garantissaient entre autres l'afflux de capitaux nécessaires dans les pays qui respectaient ces prescriptions. Celles-ci portaient notamment sur la libéralisation des échanges, la discipline fiscale et des politiques macroéconomiques «saines», la privatisation, la déréglementation, les réformes fiscales, l'absence de conflits sociaux, la démocratie, la promotion des investissements de l'étranger, la protection des droits de propriété, le refus du «capitalisme de copinage», le respect de tout un ensemble de normes annonçant les banques et les marchés financiers ainsi que d'autres mesures.

Ces règles envoyaient aux pauvres le message suivant: à moins que vous ne rassuriez les riches qu'ils posséderont encore davantage, il ne faut pas vous attendre à ce qu'ils se préoccupent du sort de ceux qui n'ont rien.

De nombreux pays en développement, soucieux d'attirer les investissements indispensables pour sortir leurs populations du sous-développement, ont donc accepté les conditions résultant du consensus de Washington pour assurer leur croissance et ont employé les moyens dont ils disposaient pour les mettre en œuvre.

Dans un bulletin d'information hebdomadaire du 12 avril 2000 intitulé *Le grain de sable*, le problème des flux de capitaux dans le contexte de la dette qui pèse sur les pauvres était examiné. Il était dit que personne aujourd'hui ne contestait le fait que la dette publique était un fardeau intolérable pour beaucoup de pays et de populations des pays du Sud. Les institutions financières internationales elles-mêmes le reconnaissent. Non que la dette soit la seule cause de la pauvreté ou de l'élargissement du fossé entre les pauvres et les riches, ou du blocage du développement, mais elle est représentative de ces problèmes qu'elle aggrave.

Il était dit par ailleurs dans ce bulletin d'information que, trop souvent, le remboursement de la dette passe avant la satisfaction des besoins vitaux de la population. Prenez par exemple l'Afrique subsaharienne qui a payé 14,5 milliards de dollars pour le service de sa dette, soit quatre fois ce qu'elle avait dépensé pour la santé publique. Prenez l'Amérique latine où le service de la dette représente annuellement 35,6 pour cent des exportations de biens et services de ce sous-continent. Prenez le Mozambique qui a été récemment frappé par des inondations terribles et où, en 1995, 33 pour cent du budget a été consacré au service de la dette, alors que 3 pour cent seulement est allé à la santé et 7 pour cent à l'éducation. Et les exemples abondent.

Les pays subissant le fardeau de la dette étaient invités à mettre en œuvre les politiques préconisées dans le cadre du consensus de Washington pour créer les conditions qui devaient amener à la solution de leurs problèmes de pauvreté et de sous-développement grâce aux mécanismes du marché. Ces pays ont dû se rendre aussi beaux et attirants que possible, comme une jeune fille de légende, pour attirer les riches prétendants possédant les fonds d'investissements et qui règnent sur les marchés mondiaux de capitaux.

Par ailleurs, et tout à fait à juste titre, un pays prospère et développé comme le Royaume-Uni s'est vu octroyer 16,6 milliards d'euros de l'Union européenne

pour régler des questions de développement qui sont relativement mineures comparées à celles qu'affronte le monde en développement. On ne demande pas au Royaume-Uni ni aux autres régions de l'Union européenne de se faire beaux pour se rendre attrayants sur les marchés financiers ni de dépendre de ces marchés pour obtenir les ressources nécessaires pour sortir du sous-développement.

N'oublions pas qu'alors même que l'Afrique subsaharienne tentait de se faire belle pour attirer des prétendants, elle transférait aux pays riches du Nord, y compris de l'Union européenne, 14,5 milliards de dollars pour le service de sa dette. De sorte que, comme nous le savons, ces pays africains ne pouvaient pas offrir d'emplois, de services de santé et de nutrition adéquats, d'éducation, de logement, d'eau potable et de réseaux d'assainissements, non plus que d'autres services essentiels à leurs citoyens.

Une partie de l'argent qui est donné au Royaume-Uni doit servir à financer ce que l'Union européenne appelle un programme «unique pour» la paix en Irlande du Nord. Là encore, je pense que l'Union européenne a eu raison de prendre cette décision, mais pour les pays en développement, la paix, la stabilité et l'absence de conflits sociaux, pour utiliser les termes du consensus de Washington, doivent être des réalités avant même que les pays riches n'envisagent de fournir une assistance financière. Dans un cas, des ressources sont fournies pour établir la paix, dans l'autre, il faut d'abord que la paix règne avant d'envisager la moindre assistance.

Le bulletin auquel je faisais référence est, de façon tout à fait appropriée, intitulé *Le grain de sable*. Il expose de façon éloquente la réalité cruelle des obstacles qui font que bien des pays en développement restent pauvres. Il est dit ensuite que la dette est très révélatrice de l'état des relations entre le Nord et le Sud. Des programmes d'ajustement structurel ont été imposés aux pays du Sud pour restaurer leur capacité de remboursement de la dette, et ils ont entraîné une aggravation des conditions de vie des catégories les plus vulnérables de la population. Les transferts financiers du Sud vers le Nord, par le biais du service de la dette, hypothèquent les possibilités de développement car ils représentent quatre fois le budget de l'OCDE pour l'aide publique au développement.

Selon le changeur de l'Évangile selon saint Matthieu: «On donnera à celui qui a, et il sera dans l'abondance, mais à celui qui n'a pas on ôtera même ce qu'il a.»

Or nous avons vu comment au cours des dix dernières années, alors que la mondialisation a apporté une croissance accrue et des conditions de vie meilleures dans certaines parties du monde, la majorité des pays pauvres sont de plus en plus marginalisés et s'enfoncent chaque jour davantage dans la pauvreté.

En même temps, beaucoup de ces pays en développement pauvres consacrent leurs ressources limitées pour former, développer et accroître la capacité de leurs ressources humaines. Nous savons que c'est là une des conditions pour que ces pays parviennent à un développement durable, s'insèrent dans l'économie mondiale et commencent à faire concurrence aux pays développés.

Malheureusement, cependant, les pays riches utilisent leurs ressources énormes pour attirer et recruter certains de ces travailleurs qualifiés ou de ces professionnels qualifiés, ils les attirent et les arrachent à leurs pays. Donc, c'est toujours la même chose.

On pourrait en dire de même pour d'autres sujets comme les marchandises, les conditions de l'échange, l'accès au marché, l'accès aux médicaments à des prix abordables, etc. Toujours, c'est à ceux qui ont le plus qu'il est donné.

Les citoyens pauvres du monde ont tout à fait raison de nous poser la question, à tous ceux d'entre nous qui assistent à cette Conférence ou dans le cadre d'autres enceintes internationales. Que pouvons-nous faire ensemble pour en terminer avec cette situation intolérable déjà dénoncée dans la *Parabole des talents*?

Quand j'étudiais l'économie en Afrique du Sud et en Angleterre, mes professeurs disaient que nous devons comprendre très clairement ceci: le moteur central de l'économie capitaliste, c'est la maximalisation des profits.

Et, alors même que nous nous efforçons avec difficulté de comprendre des phénomènes intéressants, comme les «courbes d'élasticité», ou pour mémoriser l'expression «toutes choses étant égales par ailleurs», qui n'a aucun rapport avec les sociétés humaines, et après avoir compris ce que signifiaient des catégories comme l'offre et la demande, nous devons garder à l'esprit que le principe d'organisation critique de l'ensemble des phénomènes que l'on peut constater sur le marché, c'est le profit.

Il y a un certain temps que je n'ai pas assisté à un cours d'économie, mais ayant bien réfléchi à la question, je ne vois pas pourquoi des professeurs d'économie sud-africains ou anglais diraient aujourd'hui autre chose à leurs étudiants. Je suppose que toutes choses étant égales par ailleurs, la maximalisation des profits reste une caractéristique permanente de l'économie capitaliste.

Je dois supposer aussi que, ayant compris cela, l'Union européenne a décidé que certains défis sociaux ne doivent pas et ne peuvent pas être réglés par ceux qui sont avant tout destinés à rechercher la maximalisation de leurs profits.

Par conséquent, je présume qu'ils sont parvenus à la conclusion qu'on ne peut pas raisonnablement envisager que les problèmes de sous-développement, que connaissent la région du Merseyside, les îles écossaises ou d'autres régions du Royaume-Uni, puissent être résolus par ceux qui de manière inéluctable n'ont pour objectif que de maximaliser leurs profits.

Si toutes ces hypothèses sont correctes, la question se pose automatiquement de savoir comment les problèmes — qui sont bien plus graves —, que connaissent l'Afrique et le reste du monde en développement, peuvent être réglés s'ils dépendent dans une si large mesure de ceux qui, objectivement, n'ont pas d'autre choix que de poursuivre leur objectif, à savoir tirer le profit maximal de leurs activités économiques.

Comme nous avons tenté de le démontrer, les grandes villes de l'Europe développée sont confrontées au même problème qui se pose pour diverses régions du Royaume-Uni.

Ils sont également affectés par le processus prévu dans la *Parabole des talents*, avec des signes visibles de disparités croissantes en richesse, avec l'appauvrissement croissant de certains, un nombre croissant de pauvres au travail et davantage de gens qui ont été exclus du marché du travail.

En tant que dirigeants politiques, nous devons comprendre cela de façon claire et sans équivoque, comprendre tous les faits pour bien voir la véracité de la prédiction du changeur dans l'Évangile.

Ayant pris cette position, je crois que nous devons également, comme l'Union européenne l'a fait, comprendre qu'il y a certains problèmes que posent la pauvreté et le sous-développement qui ne peuvent être réglés que par un processus conscient de transfert de ressources des riches aux pauvres, au niveau mondial. Et ceux qui ont été élus par les peuples pour les représenter et pour défendre le bien public, par opposition aux intérêts de quelques-uns, doivent donc s'assurer que ces transferts de ressources ont bien lieu. Le processus de mondialisation montre que cette décision ne peut plus être prise au niveau national seulement. La lutte contre la pauvreté mondiale exige une action mondiale.

Je suis convaincu également que les dirigeants réunis ici et d'autres, par ailleurs, devraient reconnaître cette vérité fondamentale que les plus grandes richesses qui permettraient de régler les problèmes critiques et structurels de pauvreté et de sous-développement, c'est-à-dire le capital, se trouvent entre des mains privées.

Il faudra donc trouver des moyens de mobiliser ce capital pour aider à financer l'élimination de la pauvreté mondiale, tout en gardant à l'esprit sa caractéristique principale qui reste la maximisation du profit.

Au début, j'ai dit que j'appartenais à ceux qui occupaient un emploi. Je suis certain que, en tant qu'individu, je dois également me poser la question de savoir ce que je devrais faire, moi, pour participer à cette lutte commune contre la pauvreté. Je ne pose pas la question simplement par altruisme et même pas, peut-être, par esprit de solidarité de classe.

Moi qui n'ai pas de richesse particulière et qui vit à la sueur de mon front, je me dis qu'il est absurde que ceux qui ont un emploi aujourd'hui puissent être sans emploi demain. C'est un fardeau intolérable que de vivre avec cette crainte permanente du chômage. Je pense qu'il est tout aussi injuste que mes droits de travailleur puissent être menacés parce qu'il y a quelqu'un d'autre à la porte de l'usine qui est prêt à prendre ma place, parce qu'il est prêt à accepter un salaire inférieur, des conditions de travail intolérables, la précarisation du travail et le non-respect des normes fixées par l'OIT.

Étant parvenu à ces positions, je dois me poser la question suivante: que devrais-je faire, dans mon propre intérêt, pour en finir avec la pauvreté et le sous-développement, pour contribuer à la réalisation de l'objectif si éloquemment présenté par Juan Somavia, «s'affranchir de la pauvreté»?

Tous ces acteurs, les gouvernements, les hommes d'affaires et les travailleurs, sont présents dans cette salle. Je suis certain que chacun a matériellement intérêt à ce que les problèmes de pauvreté et de sous-développement soient réglés. Je suis également certain que nous avancerions tous beaucoup plus vite vers cet objectif commun si nous agissions ensemble en tant que partenaires sociaux, au sein de l'alliance tripartite qui définit cette Conférence et l'OIT.

Les pauvres du monde attendent de voir quelles sont les décisions que nous allons prendre et les programmes que nous allons mettre en œuvre. Ce sont eux ces hommes, rejetés dans l'obscurité et qui pleurent et qui grincent des dents, dont nous parle la parabole. Ils sont convaincus que collectivement nous avons le pouvoir de faire quelque chose pour changer leurs conditions et leur offrir des opportunités, des

occasions qui leur permettraient d'échapper à la pauvreté grâce au travail décent, comme le Directeur général l'a écrit.

Ils ne le savent peut-être pas, mais nous tous ici nous le savons — les ressources nécessaires pour atteindre cet objectif qu'est l'élimination de la pauvreté au niveau mondial existent bel et bien dans l'économie et la société mondiale. La question à laquelle nous devons tous répondre est de savoir pourquoi nous n'utilisons pas ces ressources pour atteindre cet objectif qui est si important pour les pauvres et les sans-emploi, mais également pour ceux, ici présents, qui représentent les mandants tripartites de l'OIT.

Au cours des dernières années, la communauté mondiale s'est réunie au Sommet du Millénaire des Nations Unies, au Sommet de Doha, au Sommet de Monterrey sur le financement du développement et au Sommet mondial de Johannesburg sur le développement durable. Si nous voulons sérieusement empêcher la prédiction de la *Parabole des talents* de se réaliser, nous avons l'obligation de mettre en œuvre les décisions essentielles que nous avons prises à ces réunions. Nous avons le devoir par rapport à nous-mêmes de nous assurer que les ressources nécessaires pour atteindre les objectifs, que l'humanité s'est fixés au cours de ces réunions historiques, sont bien disponibles.

Pendant cette période, les peuples dont je viens, les peuples africains, ont lancé le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD). Avec ce programme de développement, les masses africaines ont affirmé qu'elles allaient agir ensemble pour en finir avec la guerre et les conflits sur leur continent, pour en finir avec les dictatures et la domination par des élites corrompus, et utiliser tous leurs moyens et leurs capacités pour mettre fin à la pauvreté et au sous-développement en Afrique et pour clore un chapitre de leur longue histoire au cours de laquelle les Africains étaient aux yeux de tous la représentation même de la barbarie et de l'arriération.

En même temps, ces masses africaines lancent un appel au reste du monde pour lui demander de répondre à cet objectif noble de solidarité humaine en conjurant la malédiction des anciens, qui disaient que des hommes seraient rejetés dans l'obscurité et qu'il ne leur resterait plus qu'à pleurer et grincer des dents.

Je fais partie de ces masses africaines qui pendant des siècles ont été rejetées, comme le serviteur qui ne sert plus à rien est rejeté dans l'obscurité, pour que certains récoltent ce qu'ils n'ont pas semé et ramassent la paille qu'ils n'ont pas fauchée.

Mais ces masses sont les gens que Juan Somavia a décrits comme ayant des réserves insoupçonnées de courage, de détermination, de solidarité, d'ingéniosité, ce qui témoigne de la résilience et de la créativité de l'esprit humain, et ces travailleurs pauvres, sont des entrepreneurs par excellence.

Et c'est pour ces raisons que ces masses ont dit que, quoi qu'il arrive, ils conjureraient la malédiction des anciens. Et ils rediront: «*ex Africa, semper aliquid novi!*»

A la séance de clôture de la Conférence de Bretton Woods, qui avait établi la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, le 22 juillet 1944, le célèbre économiste britannique, John Maynard Keynes, a dit, je cite: «Notre tâche a consisté à trouver une mesure commune, une norme commune, une règle commune applicable à tous et qui n'en coûte à personne. Nous œuvrons, de plus, dans un domaine de

grande difficulté technique et intellectuelle. Nous avons dû accomplir en même temps des tâches qui relèvent de l'économiste, du financier, de l'homme politique, du journaliste, de l'homme de loi, du propagandiste, de l'homme d'Etat, et même je pense du prophète et du devin... Nous avons montré que 44 nations sont capables de travailler ensemble à une tâche constructive dans l'amitié et sans discorde. Si nous pouvons le faire aussi pour une tâche plus vaste, il y a de l'espoir pour le monde.»

La question à laquelle cette Conférence va devoir répondre c'est de savoir si, soixante ans après cette déclaration de Keynes, il nous est encore possible de dire qu'il y a de l'espoir pour le monde.

Si nous n'affirmons pas cela de façon significative, ce serait se leurrer que de dire que seuls les économistes, les financiers, les hommes politiques, les journalistes, les hommes de propagande, de loi, les hommes d'Etat, les prophètes et les devins, dont Keynes a parlé, ont voix au chapitre.

Nous devons nous souvenir que même ceux qui ont été rejetés dans l'obscurité, et qui pleurent et qui grincent des dents, sont eux aussi capables de parler. Et quand ils prendront la parole à la fin, sur tous les continents, y compris ici où nous nous sommes réunis, ils affirmeront: Nous sommes l'espoir du monde, enfin libres de la malédiction du changeur.

Ma prière personnelle, mon souhait, c'est qu'ils me donnent la possibilité de me présenter à eux comme vous m'avez donné la possibilité de me présenter à vous. A ce moment je leur dirais que je fais ce que j'ai pu pour qu'il n'y ait pas un seul être humain dans le monde, indépendamment de sa nationalité, sa race, sa couleur, son sexe, son âge ou ses capacités, qui doive souffrir l'indignité, la souffrance, et l'humiliation du chômage, de la faim et de la pauvreté. Et j'espère qu'ils me croiront.

Je vous souhaite une bonne Conférence internationale du Travail et je vous remercie de votre attention.

*Original anglais:* LE PRÉSIDENT — Votre Excellence, nous sommes tous très honorés d'avoir pu écouter votre discours si éloquent qui a abordé tant de sujets qui sont au cœur des préoccupations de notre assemblée.

Qui, mieux que vous — vous qui avez toute votre vie combattu avec ardeur la ségrégation — aurait pu nous rappeler que tous les hommes sont égaux, quelle que soit leur race, leur religion ou leur statut social?

Permettez-moi, au nom de tous les délégués de cette conférence, de nous associer au chagrin causé par la disparition récente de Walter Sisulu et de transmettre nos sincères condoléances à sa famille ainsi qu'au gouvernement et au peuple sud-africain. Walter Sisulu s'est sacrifié à la cause de la liberté et de la dignité humaine, et son exemple restera à jamais dans notre mémoire.

Vous qui avez vécu sous un régime politique qui avait inscrit la discrimination et l'inégalité au cœur de la politique nationale, vous qui avez malgré tout refusé de céder, vous êtes aujourd'hui les héros de la lutte contre l'apartheid. Confrontés à tous les maux que la discrimination peut infliger aux hommes, vous avez montré, par vos paroles et actes, votre détermination à lutter contre l'injustice sociale, non seulement en Afrique du Sud, mais dans le monde entier. Cette quête de la justice sociale a débouché sur la constitution d'un nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), dont vous êtes un des fonda-

teurs. Votre volonté d'utiliser cet instrument pour promouvoir l'unité africaine et l'intégration politique et socio-économique du continent africain repose sur la conviction que tous les peuples d'Afrique sont étroitement liés et partagent un destin commun. Nous vous félicitons des démarches courageuses que vous avez entreprises pour faire figurer le NEPAD à l'ordre du jour du sommet du G8 afin d'obtenir une contribution au financement de certains projets.

Nous sommes heureux de constater que les projets proposés concernent des domaines essentiels comme la paix, la stabilité, le développement des infrastructures, l'agriculture, l'eau, les services d'hygiène et le commerce — notamment l'accès aux marchés. Surtout, les efforts que vous déployez pour commercialiser des médicaments peu onéreux qui permettront de lutter contre le VIH/SIDA dans les pays pauvres vont permettre de sauver des millions de personnes économiquement actives.

Tout le monde reconnaît et admire les activités que vous menez en faveur de la paix. Nous savons tous

que vous avez lutté avec opiniâtreté pour résoudre les conflits qui, en Angola, au Burundi et dans la République démocratique du Congo, ont causé tant de morts et occasionné tant de souffrances. En décidant de relever cet énorme défi — restaurer la paix et la stabilité en Afrique — vous avez rendu à tous les Africains l'espoir de vivre un jour dans la paix et la sécurité.

Nous tenons à vous faire savoir que nous partageons votre conception d'un monde libre, un monde dans lequel aucune femme ni aucun homme n'aura à souffrir de la discrimination, ce monde que vous — et les héros de la lutte contre l'apartheid comme Nelson Mandela, Oliver Tambo, Govan Mbeki, Walter Sisulu, Chris Hanne et tous ceux que je ne nomme pas — avez consacré toute votre vie à faire advenir.

Permettez-moi de vous remercier, au nom de cette assemblée, pour l'honneur que vous nous avez fait en acceptant de prendre la parole à cette Conférence.

*(La séance est levée à 10 h 45.)*

## TABLE DES MATIÈRES

	Pages
<i>Sixième séance (spéciale)</i>	
Allocution de Son Excellence M. Thabo Mbeki, Président de la République de l'Afrique du Sud. ....	1
<i>Orateurs:</i> le Président, le Secrétaire général, M. Thabo Mbeki	